QUI ÉTAIT SIMON BOLIVAR ?

L'université de Rouen Normandie est partenaire de The Conversation*, média en ligne proposant du contenu d'actualité élaboré avec des universitaires. À travers cette rubrique, retrouvez les articles de nos collègues.*

Il est présent dans les noms de la Bolivie et de la République bolivarienne du Venezuela, dont les monnaies s'appellent le boliviano et le bolivar, et ses statues parsèment l'ensemble de l'Amérique latine. Mais sa gloire, en réalité, est planétaire. Au moment où le chavisme – dernier avatar du bolivarisme, dont il constitue une version très spécifique – vacille sous les coups de boutoir de Washington, Thomas Posado, maître de conférences en civilisation latino-américaine contemporaine à l'Université de Rouen-Normandie, explique dans cet entretien qui était Simon Bolivar.

Simon Bolivar : pourquoi le Libertador reste la principale figure emblématique de l'Amérique latine

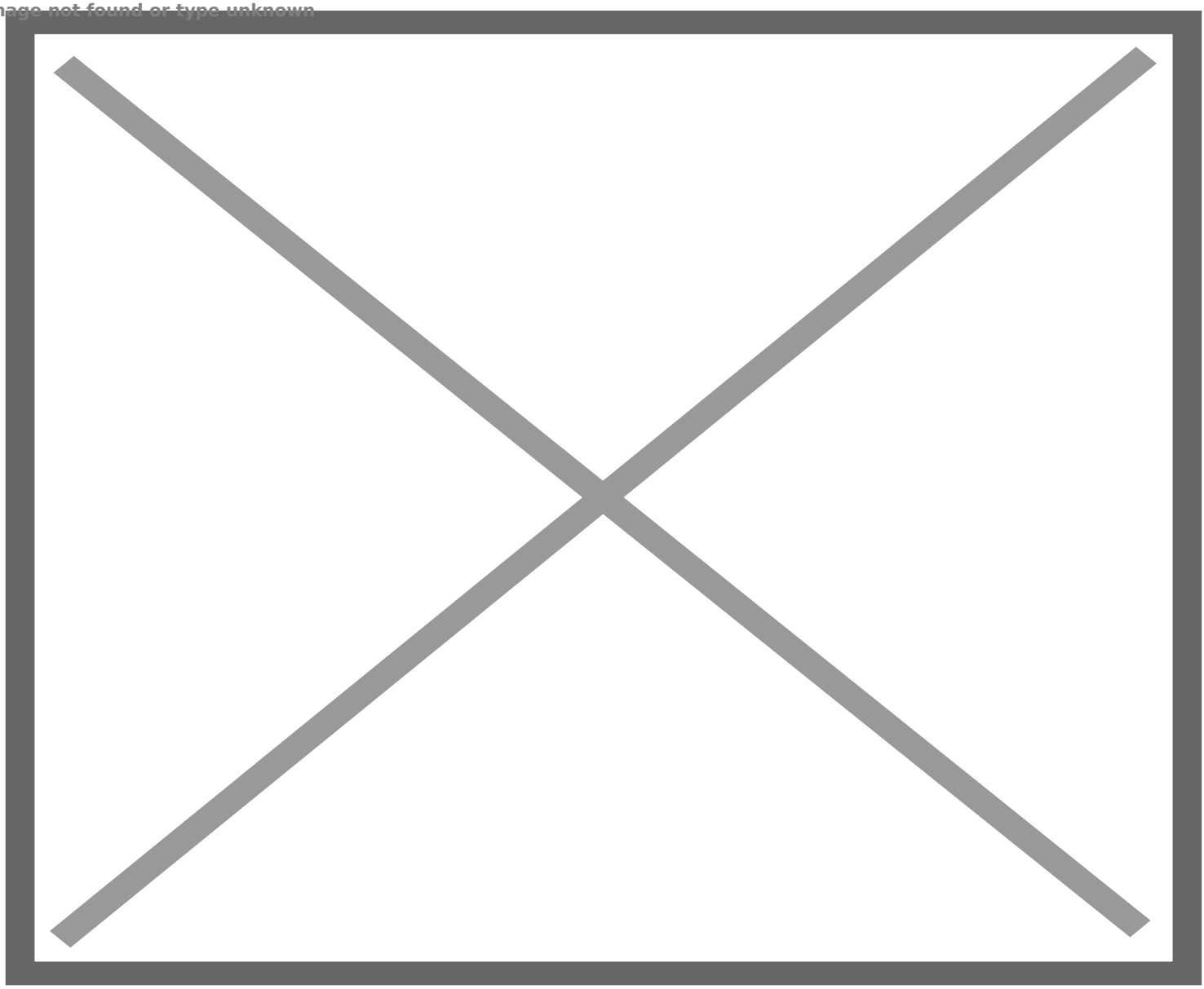
- **Qui fut Simon Bolivar et quel a été son rôle historique ?**

Thomas Posado : Simon Bolivar (1783-1830), surnommé *El Libertador*, est l'une des figures centrales des guerres d'indépendance de l'Amérique hispanique au début du XIX^{e} siècle. Il est issu de la grande bourgeoisie créole de la vice-royauté de Nouvelle-Grenade – une entité administrative appartenant à l'Espagne qui couvrait les territoires des actuels États de Colombie, d'Équateur, de Panama et du Venezuela.

L'Espagne, qui domine ces territoires depuis le XVI^{e} siècle, est alors elle-même fragilisée par l'invasion napoléonienne. Bolivar est inspiré des changements politiques que connaît l'Europe : il y a vécu quelque temps avant de rentrer en Nouvelle-Grenade en 1810. Il commence alors à exercer un commandement militaire dans ce qui tourne rapidement en véritable guerre d'indépendance. Il sera placé à la tête de plusieurs armées de plus en plus grandes et jouera un rôle majeur dans les indépendances du Venezuela, de la

Colombie et de l’Équateur, et même du Pérou et de la Bolivie, plus au sud.

Image not found or type unknown



Les Provinces-Unies de Nouvelle-Grenade. Atlas géographique et historique de la République de Colombie, 1890

- **Dans quel contexte son action s’inscrit-elle ? Quels sont les modèles politiques qui l’inspirent ?**

T. P. : L’indépendance des États-Unis (1776) est alors récente, la Révolution française (1789) encore plus. Les Lumières et les idéaux républicains influencent fortement Bolivar. En revanche, le lire comme un penseur « social » au sens contemporain serait anachronique. Bolivar est avant tout un militaire et un homme issu des élites créoles. Sa

pensée oscille entre idéaux républicains et préoccupations d'ordre et de stabilité, dans des sociétés profondément fragmentées.

- **Son projet politique était-il l'unité de l'Amérique hispanique ?**

T. P. : Oui, c'est le grand projet – et le grand échec – de sa vie. Bolivar est convaincu que la fragmentation des nouveaux États indépendants sera un obstacle majeur à leur développement. Il rêve d'une vaste entité politique qui regroupera les anciens territoires espagnols d'Amérique. Cette ambition se concrétise partiellement avec la Grande Colombie (1819–1831), mais celle-ci se désagrège rapidement. Le Congrès de Panama de 1826, censé jeter les bases d'une union durable, échoue. Bolivar résumera son amertume par une formule célèbre : « J'ai labouré la mer. »

- **Simon Bolivar est parfois présenté comme un précurseur de l'anti-impérialisme. Est-ce justifié ?**

T. P. : Bolivar est sans ambiguïté un anti-impérialiste face à l'Espagne, puissance coloniale de son temps. En revanche, son hostilité supposée à l'égard des États-Unis est largement une relecture postérieure. Une phrase de 1829 est souvent citée – « Les États-Unis semblent destinés par la Providence à répandre la misère en Amérique au nom de la liberté » –, mais elle ne constitue pas le cœur de sa pensée. À cette époque, les États-Unis sont une puissance encore jeune, sans véritable politique impériale en Amérique du Sud. Bolivar pressent toutefois des velléités d'ingérence, notamment après la proclamation en 1823 de la doctrine Monroe, même si celle-ci n'a alors que peu d'effets concrets.

- **Quelle était sa position sur l'esclavage et sur les populations indigènes du continent ?**

T. P. : Bolivar affranchit les esclaves de sa famille et adopte progressivement une position abolitionniste, mais cela s'inscrit aussi dans un contexte stratégique : il cherche à rallier des populations que ses adversaires loyalistes tentent de mobiliser. Son intérêt pour les populations indigènes reste limité, en particulier au Venezuela où elles représentent une part relativement faible de la population. L'image d'un Bolivar défenseur des peuples autochtones est en grande partie une construction ultérieure.

- **Comment sa figure est-elle utilisée après sa mort ?**

T. P. : Dès le XIX^{e} siècle, Bolívar devient une référence centrale dans la construction des identités nationales. Au Venezuela, son pays natal, cette sacralisation est particulièrement forte. Ses restes – il est décédé en Colombie de la tuberculose en 1830, et y a été enterré dans un premier temps – sont rapatriés à Caracas dans les années 1840, puis il fait l'objet d'une véritable religion civique sous le régime de Guzman Blanco, de 1870 à 1887, avec la création du Panthéon national et la multiplication des places Bolivar dans tout le pays. Cette instrumentalisation est bien antérieure au chavisme.

- **Pourquoi Bolivar est-il surtout associé au Venezuela, et non à la Bolivie qui porte son nom ?**

T. P. : Parce qu'il est né à Caracas, que ses premières grandes campagnes s'y déroulent et qu'il y incarne la victoire contre l'Espagne. En Bolivie, qui adopte son nom en 1825, Bolivar reste une figure honorée mais extérieure. Au Venezuela, il devient le socle du récit national dans un État jeune, dépourvu d'identité collective solide après l'indépendance.

- **Comment Hugo Chavez s'inscrit-il dans cet héritage bolivarien ?**

T. P. : Chavez se revendique explicitement de Bolivar dès ses débuts politiques. Son mouvement putschiste de 1992 s'appelle le Mouvement bolivarien révolutionnaire. Une fois au pouvoir (1999), il fait du bolivarisme l'axe idéologique du régime et rebaptise le pays République bolivarienne du Venezuela. Il relit Bolivar à travers un prisme national-populaire, social et anti-impérialiste, en lien avec Cuba et d'autres gouvernements de gauche, notamment ceux des Kirchner en Argentine, de Rafael Correa en Équateur et d'Evo Morales en Bolivie. Comme toute relecture historique, elle est sélective, accentuant certains aspects de Bolivar et en effaçant d'autres.

- **Cette relecture était-elle consensuelle à gauche ?**

T. P. : Non. Karl Marx, par exemple, portait un jugement très sévère sur Bolivar, qu'il voyait comme un représentant des intérêts bourgeois. C'est notamment la révolution cubaine qui contribue à réhabiliter Bolivar à gauche, en articulant héritage national et lutte anti-impérialiste, aux côtés de figures comme José Marti (1853-1895), le fondateur du Parti révolutionnaire cubain.

- **Simon Bolivar ayant été si fortement associé au chavisme, comment le Libertador est-il perçu par l'opposition vénézuélienne ?**

T. P. : Bolivar est omniprésent dans l'imaginaire national, bien au-delà du chavisme. La monnaie nationale s'appelle le bolivar depuis 1879, les places Bolivar sont les places principales de chaque municipalité du pays, son portrait jalonne nombre de foyers vénézuéliens… Le rejeter frontalement serait politiquement suicidaire. Cependant, il existe des intellectuels considérant que le culte bolivarien a favorisé le militarisme en Amérique latine. En tout état de cause, pour l'opposition vénézuélienne actuelle, le problème est moins Bolivar lui-même que son appropriation par Chavez puis par Maduro.

- **L'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) est souvent présentée comme l'incarnation contemporaine du projet bolivarien. De quoi s'agit-il exactement ?**

T. P. : L'ALBA est créée en 2004 à l'initiative d'Hugo Chavez et de Fidel Castro, en réaction directe à un projet promu par les États-Unis : la zone de libre-échange des Amériques, dite ALCA.

Là où l'ALCA reposait sur une logique de libre-échange classique, l'ALBA se voulait une alternative fondée sur la coopération, la solidarité et la complémentarité entre États, en particulier dans les domaines de l'énergie, de la santé et de l'éducation. L'ALBA rassemblait les États les plus engagés dans un combat anti-impérialiste (Cuba, Venezuela, Équateur, Bolivie, Nicaragua et quelques îles des Caraïbes). Le Venezuela, fort de ses revenus pétroliers, y jouait un rôle central, notamment *via* des livraisons de pétrole à prix préférentiel.

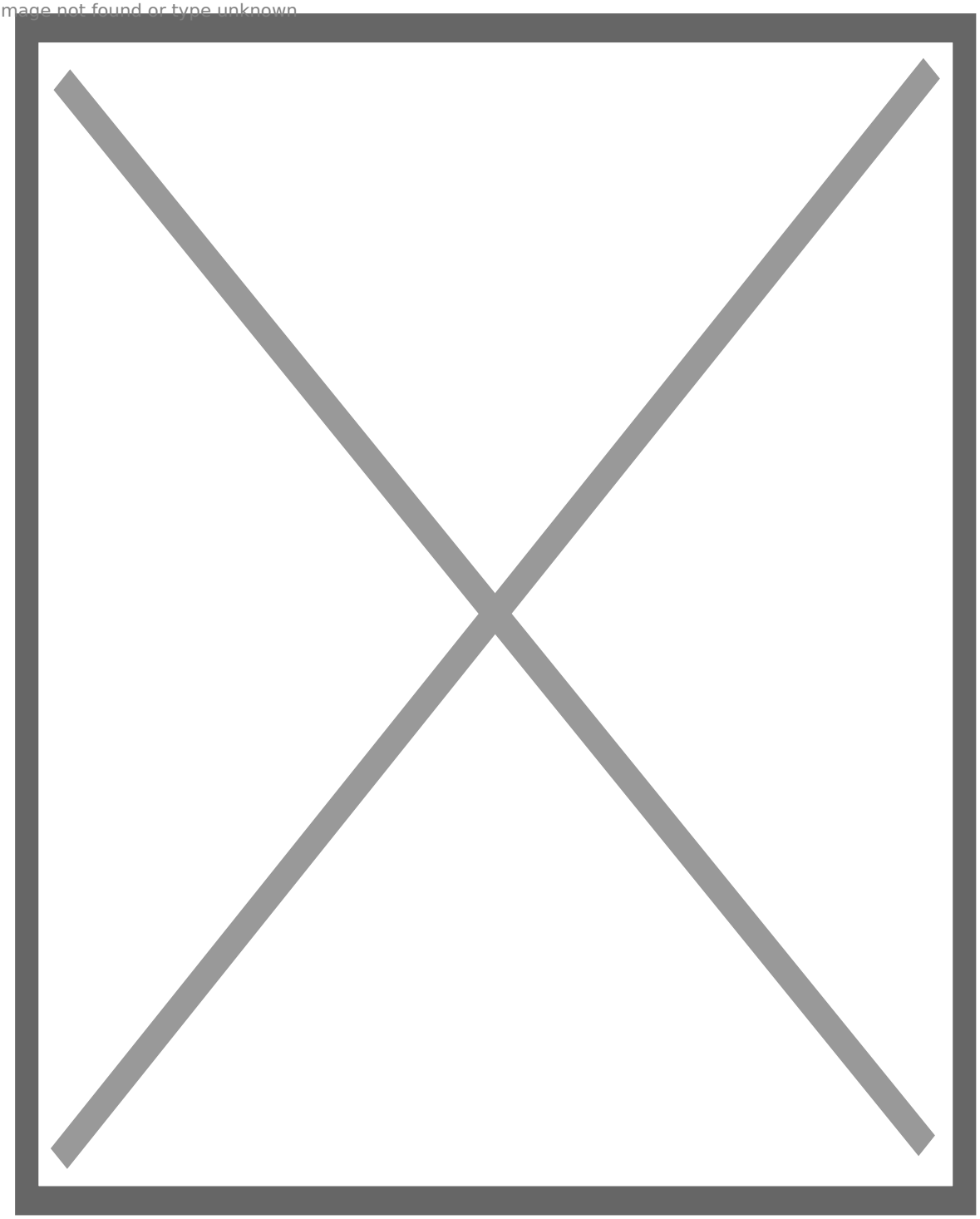
Dans le discours chaviste, l'ALBA s'inscrit explicitement dans l'héritage de Bolivar : refus de l'hégémonie états-unienne, intégration régionale et souveraineté collective. Chavez a agi pour l'intégration régionale en contribuant à la création d'instances supranationales latino-américaines (l'UNASUR pour les États sud-américains, la CELAC pour l'ensemble de l'Amérique latine). Il s'agit d'une relecture contemporaine du bolivarisme, qui s'appuyait sur la convergence politique des gouvernements de gauche de la région et sur une conjoncture économique favorable.

Avec l'effondrement économique du Venezuela à partir de 2014, l'ALBA perd une grande partie de sa capacité d'action et de son influence, illustrant les limites structurelles de ce projet d'intégration lorsqu'il repose largement sur un seul pays moteur financé par une abondante rente pétrolière.

- **Que reste-t-il du bolivarisme sous Nicolas Maduro ?**

T. P. : Le discours demeure, mais la pratique s’en éloigne fortement. Sous Maduro, le Venezuela traverse une crise économique majeure (- 74 % de PIB entre 2014 et 2020), qui limite toute ambition régionale. Contrairement à Chavez, Maduro ne dispose ni des ressources économiques ni de l’influence diplomatique nécessaires pour incarner un projet d’intégration latino-américaine. Le bolivarisme devient avant tout un outil de légitimation du pouvoir.

Image not found or type unknown



Ce monument à Simon Bolivar a été érigé à Moscou en 2023 – une décision qui doit sans doute être liée à l'image anti-colonialiste du Libertador, la Russie cherchant à se positionner comme un pays allié des anciennes colonies des pays occidentaux. Le 8 mai 2025, invités à Moscou à participer aux célébrations du 80e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, les présidents du Venezuela Nicolas Maduro et de Cuba Miguel Diaz-Canel sont allés y déposer des fleurs. Primicia.com.ve

- **Le bolivarisme a-t-il encore une influence en Amérique latine aujourd'hui ?**

T. P. : Comme projet politique structuré, il est affaibli. Mais comme symbole, il reste puissant. La revendication de la souveraineté sur les ressources naturelles et le rejet de toute tutelle étrangère – notamment états-unienne – demeurent des thèmes centraux dans la région, et plus que jamais d'actualité à l'heure de l'interventionnisme de Donald Trump.

Même si Bolivar n'a jamais formulé ces enjeux dans les termes actuels, il incarne une figure fondatrice de l'anticolonialisme latino-américain, dont l'héritage dépasse largement le cas vénézuélien. C'est notamment ainsi qu'il est célébré dans de nombreuses villes du continent, et ailleurs également, y compris à Paris où une station de métro porte son nom, à New York, à Londres et même à Madrid, alors qu'il a combattu l'Espagne. Le poète chilien Pablo Neruda écrivait dans son *Canto para Bolívar* qu'il « se réveille tous les cent ans quand le peuple se réveille ». Comme référence anti-coloniale, Bolivar ne mourra jamais.

- **En définitive, on peut donc dire que Bolivar survivra au chavisme ?**

T. P. : Sans aucun doute. Son image pourra être temporairement ternie par l'effondrement du Venezuela, mais à long terme, l'historiographie retiendra Bolivar comme une figure majeure des indépendances. Sa singularité tient à l'ampleur géographique de son action et à son ambition d'unité continentale. À ce titre, il restera l'un des grands personnages de l'histoire mondiale du XIXe siècle.

> Propos recueillis par Grégory Rayko

Auteur

Thomas Posado, maître de conférences en civilisation latino-américaine contemporaine, *Université de Rouen Normandie*

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

Publié le : 2026-01-28 15:50:18